

Courrier arrivé
DREAL

12 AVR. 2021

UID 11/66 Perpignan

Direction des Collectivités et de la
Légalité
Bureau du contrôle de légalité de l'urbanisme
et de l'environnement (BCLUE)

Perpignan, le 6 avril 2021

Dossier suivi par : Mme Cathy FONTVIEILLE-SAFONT
Tél : 04.68.51.68.66

Objet : Décision après examen au cas par cas en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement relative à la demande d'autorisation environnementale de poursuivre l'exploitation de la carrière de TAUTAVEL VINGRAU, par la société OMYA pour une durée de 15 ans.

Décision en date du 6 avril 2021

**après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du code de
l'environnement**

Le Préfet des Pyrénées-Orientales

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, modifiée par la directive 2014/52/UE du 16 avril 2014, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment le IV de son article L. 122-1, et ses articles R. 122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté en date du 12 janvier 2017 fixant le modèle de formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2872/94 du 04 novembre 1994 autorisant l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de calcaires blancs par la société OMYA sur le territoire des communes de TAUTAVEL et VINGRAU ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 812/99 du 17 mars 1999 prescrivant des obligations complémentaires à la société OMYA pour la constitution des garanties financières pour la remise en état des sites d'exploitation de sa carrière de TAUTAVEL-VINGRAU ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 47 du 7 janvier 2005 prescrivant des obligations complémentaires à la société OMYA autorisée à exploiter une carrière sur le territoire des communes de TAUTAVEL et VINGRAU ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 4316/2007 du 06 décembre 2007 modifiant certaines prescriptions applicables à la société OMYA, autorisée à exploiter une carrière sur le territoire des communes de TAUTAVEL et VINGRAU ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° PREF/DCL/BUFIC/20170005-0001 du 5 janvier 2017 modifiant certaines prescriptions applicables à la société OMYA, autorisée à exploiter une carrière sur le territoire des communes de vingrau et tautavel ;

Vu la demande d'examen au cas par cas transmise le 08/03/2021 par la société OMYA pour le renouvellement de la carrière de TAUTAVEL-VINGRAU pour une durée de 15 ans ;

Considérant que le préfet de département est l'autorité de police mentionnée à l'article L.171-8 et à l'article L.122-1 et qu'il lui appartient de déterminer si la modification ou l'extension envisagée doit être soumise à évaluation environnementale ;

Considérant la nature du projet :

- qui consiste à solliciter la prolongation de l'autorisation d'exploiter la carrière précitée pour une durée de 15 ans ;
- qui relève de la catégorie n°1 du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas les extensions de carrières soumises à autorisation au titre de la rubrique n°2510 d'une superficie inférieure à 25 ha ;

Considérant la localisation du projet et notamment pour partie :

- dans des zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique : ZNIEFF de type 1 « Falaises de Tautavel et de Vingrau », site 910030504 et ZNIEFF de type 2 « Corbières Orientales », site 910030622 ;
- dans la Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO) « Basses Corbières », site LR07
- dans la Zone de protection spéciale (ZPS) : NATURA 2000 (Directive européenne Oiseaux) « Basses-Corbières », site FR9110111 ;
- dans le périmètre de la carrière de Tautavel Vingrau, autorisée initialement en 1994 soit il y a près de 27 ans, sur des surfaces déjà défrichées, décapées et en exploitation ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas susceptible d'impacts notables sur l'environnement compte tenu de ce que :

- la demande de renouvellement ne prévoit pas d'extension en surface au regard du périmètre autorisé par l'arrêté préfectoral du 04/11/1994 ;
- toutes les surfaces sur lesquelles se déroulera l'activité pour les 15 ans de renouvellement sont déjà défrichées, décapées et en exploitation ;
- la demande de renouvellement prévoit une production identique fixée à 450.000 t/an, en cohérence avec les besoins actuels du marché ;
- les études spécifiques réalisées dans le cadre de la demande concluent que le projet de renouvellement et d'approfondissement ne générera pas des impacts nouveaux sur son environnement et ne sera pas de nature à altérer les fonctionnalités écologiques inhérentes à ces sites, notamment du fait de l'absence d'extension et de modification des conditions d'exploitation ;
- le projet de réaménagement prévoit des mesures spécifiques pour la faune qui permettront de maintenir et valoriser les habitats d'espèces présents au sein de la carrière et dans les zones naturelles situées à proximité ;
- l'exploitation de la carrière précitée est d'ores et déjà encadrée par les dispositions de l'arrêté n° 2872/94 du 04 novembre 1994 modifié et ce jusqu'au 04/11/2024 ;
- l'objectif du projet qui est d'assurer la pérennité de la carrière qui arrive à échéance le 04/11/2024, en poursuivant l'exploitation des réserves de gisement sur le périmètre actuellement autorisé ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas susceptible de générer des impacts notables nouveaux sur l'environnement ;

Considérant que les suites de la procédure d'autorisation environnementale et les mesures qui seront définies et mises en œuvre dans le cadre du document d'incidence environnementale et de l'étude des dangers permettront de s'assurer de la préservation des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Décide

Article 1er : évaluation environnementale

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, et sur la base des informations fournis par la société OMYA, la demande d'autorisation environnementale de poursuivre l'exploitation de la carrière de Tautavel Vingrau autorisée par arrêté n° 2872/94 du 04 novembre 1994 modifié, sur des zones déjà défrichées, décapées et en exploitation, n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 2 : Substantialité en cas de dispense d'évaluation environnementale

En application de l'article R.181-46-I du code de l'environnement, le projet de demande d'autorisation précitée, présenté par la société OMYA est considéré comme une modification substantielle nécessitant une nouvelle demande d'autorisation.

Article 3 :

La présente décision, délivrée en application du IV de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles l'extension peut être soumise.

Article 4

La présente décision sera publiée sur le site Internet de l'autorité mentionnée au IV de l'article L. 122-1 à l'adresse suivante : www.pyrenées-orientales.gouv.fr, rubrique publications.

Pour le préfet, et par délégation,
le secrétaire général


Kevin MAZOYER